

Ni Sarko, ni Hollande-Valls, ni Le Pen !

Anti-racistes Anti-fascistes Anti-capitalistes



Prix libre

Depuis l'élection de Hollande, non seulement les conditions de vie de l'immense majorité de la population (les riches vont bien, merci) mais aussi l'ambiance générale en France sont de pire en pire. Sarko en 2007, c'était déjà un véritable festival de déclarations racistes et réactionnaires en tout genre, du "nettoyer la banlieue au Kärcher" à qualifier tous les jeunes de "racaille", les pauvres de "profiteurs", les immigrés de "voleurs", etc. On savait que Sarko voulait récupérer les voix d'une partie de l'électorat du FN et à l'époque, il y était en partie parvenu. L'autre but de la manœuvre, dans un bien classique "diviser pour mieux régner", était de vouloir profiter de la crise économique sans précédent et de son lot de licenciements, délocalisations, etc. pour faire passer des attaques considérables sur nos acquis (comme le recul de l'âge de départ à la retraite) et faire des cadeaux aux riches (comme la remise en cause de l'impôt sur la fortune) tout en cherchant des boucs émissaires pour masquer la responsabilité des capitalistes dans la crise.

C'est à cause de cette politique qu'on avait dégagé Sarko en 2012. Et Hollande fait exactement la même depuis qu'il a été élu, à coups de promesses trahies ! La taxe à 75% sur les millionnaires ? Envolée ! La loi d'amnistie pour les syndicalistes atta-

qués en justice ? Oubliée ! La loi Florange, qui pénalisait les patrons qui fermaient des sites jugés rentables ? Vaporisée ! Inversion de la courbe du chômage, "priorité à l'éducation" ? Comment dire... S'il restait un doute sur le fait que le PS est bel et bien un parti pro-capitaliste, voilà maintenant deux ans et demi de preuves de plus : fermeture de Goodyear-Amiens, Florange, SNCM..., emplois précaires et sous-payés pour les jeunes ("contrat d'avenir"... quel avenir ?), Valls et ses déclarations d'amour au patronat, répression de tous les mouvements sociaux, syndicaux, jusqu'au meurtre de Rémi Fraisse le 26 octobre ! Les manifestations et blocages spontanés qui ont eu lieu sont un début de réponse. Mais les lycéens ont été bien seuls. Fustigés par la droite et par l'extrême droite avec Philippot, qui a tweeté que les manifestations servaient à « justifier la sèche des cours » (le FN dans toute sa splendeur !), de la "gauche" ils ne reçoivent pourtant que condescendance ou "appels au calme" et répression. Pourtant ce sont eux qui ont raison de se révolter, et ce qu'il faudrait c'est non seulement chercher à amplifier ces manifestations, mais appeler les travailleurs à rejoindre la lutte, contre toute la politique de ce gouvernement dont on ne veut plus !

En refusant de s'opposer frontalement au gouvernement comme une grande partie de la "gauche de la gauche", cela laisse le champ libre à Marine Le Pen ! D'autant qu'avec toutes les affaires dont la dernière en date Fillon-Jouyet (UMP/PS), elle n'a qu'à brailler « UMPS ! » et attendre, tant il semble qu'il

n'y ait rien de sérieux en face. Le FN doit être dénoncé pour ce qu'il est : un parti pro-capitaliste, raciste, un parti de menteurs et de magouilleurs. Mais cela restera insuffisant s'il n'y a pas à une large échelle, une véritable force politique des jeunes et des travailleurs qui soit réellement contre tout le « système » capitaliste. Dans la rue, par nos luttes, comme on avait commencé à le faire après les élections européennes, que ce parti on n'en veut pas, et qu'on est prêts à lutter tous ensemble, jeunes, travailleurs, avec ou sans emploi, peu importe notre origine, notre orientation sexuelle, nos croyances religieuses éventuelles... non seulement contre eux mais aussi contre tout un système économique, le capitalisme, qui engendre et nourrit le racisme et qui est strictement incapable de nous apporter un avenir.



www.gaucherevolutionnaire.fr

grcontact@hotmail.com - 06.14.07.45.19 - facebook.com/gaucherevolutionnairecio

Le FN, un parti qui aime beaucoup le « système »

Derrière ses faux airs de parti qui se dit à la fois anti-système et à la fois tout à fait capable de le gérer (cherchez l'erreur...), le FN veut continuer sa prétendue "transformation" vers un parti alternatif, prétendument intègre, et qui pourrait tout régler d'un coup de charter ou d'une loi magique de « protectionnisme raisonné » que respecteront bien sûr les grands capitalistes. Le pseudo tournant "social" du FN n'est en réalité qu'une stratégie populiste pour gagner des voix et se faire élire à tout prix. S'ils ont mis leur propagande raciste en sourdine ces derniers temps, on voit bien avec les soi-disant "dérapages" de ses représentants, Jean-Marie Le Pen sur Ebola pour "régler" la question de l'immigration ou l'abrutie de Leclere qui a comparé Christiane Taubira à un singe que le racisme reste au cœur de ce parti. D'ailleurs eux-mêmes en sont tellement conscients qu'ils ont chargé deux de leurs salariés de fliquer les Twitter et les Facebook de leurs candidats !

Leurs couplets ultra-sécuritaire sur Calais, sur les "clandestins", qu'ils assimilent tous à des délinquants qui viendraient piller massivement la France (précisément ces clandestins là étant à Calais pour entrer en Grande Bretagne...), en disent long.

Le FN "au pouvoir" c'est...

- au Luc en Provence, à Cogolin, le maire et leurs adjoints qui augmentent leurs salaires de 15%
- au Pontet, après avoir illégalement tenté d'augmenter son salaire de 44%, le maire qui a supprimé la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des ménages les plus pauvres, et la subvention que la ville versait au Téléthon. Depuis, son élection a été annulée pour irrégularités dans le scrutin.
- à Béziers, les enfants de chômeurs qui sont exclus des activités périscolaires ; le maire qui baisse de 10% le budget du centre d'aide social alors qu'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté
- à Fréjus, des baisses allant de 46 à 65% pour les budgets des centres sociaux et avec des suppressions d'emplois à la clé, les gardes d'enfants de chômeurs avant l'école supprimées

Concrètement c'est du pipeau parce que par exemple, le nombre de demandes d'asile a baissé en 2014. En 30 ans, la proportion d'immigrés et étrangers dans la population a augmenté de... 0,7%. C'est clair que c'est massif ! Les étrangers en situation illégale n'ont pas le droit à avoir des HLM, à bénéficier des allocations. L'Aide Médicale d'État (AME, que Le Pen veut supprimer) n'est accessible que si on est installé en France de manière stable depuis plusieurs mois. Et bizarrement, elle "oublie" de dire que les reconduites à la frontière, ça coûte environ 21 000 € par personne. Fois 27 000 en 2013, le calcul est vite fait. Il faudrait renvoyer les gens chez eux ("même dans des pays en guerre", trop sympa Marine Le Pen), empêcher tout le monde de venir et basta ? Concrètement comment vont-ils faire ? Mettre des barbelés tout autour de la France ? Des barrières autour de tous les pays desquels les gens émigrent pour fuir la misère, la barbarie ou la guerre ?

Leur ligne économique se situe dans la droite lignée de toutes les politiques ultra libérales qui bousillent nos conditions de vie depuis 30 ans. Alors que tout le monde justifie sa politique d'austérité grâce à la dette, eux jamais ils ne diraient, "cette dette n'est pas la nôtre, c'est celle des banquiers et des patrons et on refuse de la payer !". Bien au contraire, non seulement ils sont pour la rembourser en faisant 30 milliards "d'économies" par an (!) mais en plus ils veulent donner aux gens la possibilité d'en racheter des parts : concrètement, nous faire payer la dette deux fois. Quand ils parlent de la "réduction de la fraude sociale", est-ce qu'ils parlent des patrons, qui en utilisant le travail non déclaré par exemple, fraudent la sécu à hauteur de 20 milliards d'euros par an ? Non. Quant aux allègements de cotisations sociales pour les mêmes patrons, le FN est pour... les multiplier, ce qui fait encore moins de sous pour la sécu ! Vu la crise dans laquelle sont englués les partis tout aussi pro-capitalistes que lui, leurs mesures ne paraissent pas forcément plus farfelues que celles des autres, mais surtout elles ne sont absolument pas différentes. Mais il faudrait savoir comment, par exemple, arrêter les contributions à l'Union Européenne en voulant toutefois continuer à récupérer les aides comme celles pour l'agriculture...? Fin du CDI, baisse des salaires au profit du patronat, mois de sous pour la culture, l'Education... : ça, ils sont pour !



Ce parti a été créé et reste dirigé par les Le Pen, la famille et la petite clique de politiciens professionnels qui sont à sa tête : une bande de magouilleurs qui roule sur l'or. Le fond – et la forme ! – de leur discours consiste à pousser chacun à se battre pour les micro-miettes de l'énorme gâteau que les millionnaires, toujours plus riches, continueront à se partager pendant que le nombre de pauvres, de précaires, de chômeurs... augmente. La fortune de Jean-Marie Le Pen lui-même est aujourd'hui estimée à plus de 240 millions d'euros ! Mais s'il défend le capitalisme et la division en classe de la société, comme les autres partis, le FN représente un danger particulier, car une fois au pouvoir c'est une politique encore pire que celle définie dans son programme qui sera mise en place. Ils disent déjà que les manif en soutien aux sans papiers seront interdites, mais ça ce n'est qu'un début. Il y a fort à parier qu'ils enverront les flics contre les piquets de grève et mèneront une politique anti syndicale et contre les droits démocratiques, comme l'ont montré leurs déclarations scandaleuses suite à la mort de Rémi Fraisse, caractérisant les manifestants de "professionnels de la violence" et appelant à... encore plus de répression.

**Non, définitivement, ce parti on n'en veut pas.
Et résolument, on le combattra !**

En novembre à Paris, les parents d'élèves se sont mobilisés contre la sortie de ZEP de 41 écoles primaires. Alors que la mairie recule devant la mobilisation, que dit le FN ? «Les parents d'élèves se trompent de combat» et ils sont «manipulés par les syndicats», et qu'il faut sortir de la logique du «plus de moyens pour l'Education» ! Moins de finances pour l'école, la condamnation des mobilisations et mort aux syndicats, qui se battent pour les conditions de travail des profs et d'étude des enfants, voilà le "programme" du FN !

Economie :

Le programme

"honnête et pragmatique du FN"

(tribune de Philippot dans le Figaro le 14/11) :

"Dans les règles actuelles, il faudrait baisser massivement les salaires pour être compétitifs. Agir sur la monnaie, le budget et le cadre commercial, tout en stimulant les PME, permet au contraire d'éviter ce cercle vicieux et de retrouver le chemin d'une compétitivité et d'un développement durables." Traduction : comme on ne peut pas baisser les salaires sinon personne ne serait d'accord mais comme c'est quand même ce qu'on veut, on va juste trouver d'autres moyens (la dévaluation massive notamment) pour le faire de manière détournée.

Pour une société où le socialisme signifie liberté et droits démocratiques

On ne peut détacher la lutte contre le FN, l'extrême droite, voire le fascisme de la lutte contre le racisme. Cela peut paraître une évidence. Pourtant, nombre de ceux qui disaient lutter contre le nazisme ou l'extrême droite étaient de fervents partisans du colonialisme. Or, on ne peut pas prétendre lutter contre les systèmes les plus oppressifs et inégalitaires si on défend une société qui est, au mieux, un peu moins inégalitaire, et bien souvent ne change que la forme de l'oppression et le nom de l'opresseur. De la même manière, on ne peut pas prétendre défendre les droits démocratiques d'une partie de la population si on ne défend pas les droits démocratiques de tout individu.

Officiellement la société moderne (capitaliste) n'est plus fondée sur l'inégalité des races et des sexes... Dans les faits, l'Histoire pèse : des centaines d'années où il a été considéré comme normal de coloniser d'autres peuples et de les présenter comme inférieurs, des milliers d'années pendant lesquelles des idées, des mœurs, ou des religions étaient stigmatisées, d'autres milliers d'années pendant lesquelles socialement, juridiquement et moralement, la femme était d'un rang inférieur à l'homme. Et encore aujourd'hui, l'inégalité sociale, produit du développement économique de 250 ans de capitalisme et d'exploitation, est le principal terreau sur lequel prospère l'intolérance et les discriminations. Pour combattre cette exploitation, pour amoindrir les inégalités sociales, il fallait unir une majorité dans la lutte. C'est pour cela que ceux qui étaient vraiment pour en finir avec l'exploitation capitaliste luttèrent également contre ses rouages : racisme, sexisme, colonialisme, impérialisme...

Tout politicien qui défend des idées ayant un fond raciste, ou sexiste etc. montre avant tout qu'il ne lutte pas pour la satisfaction des droits et des besoins de tous et toutes.

Il n'est possible de lutter pour l'émancipation de tous qu'en rassemblant l'ensemble de notre camp, celui des travailleurs, avec ou sans emploi, des jeunes, ... On ne peut réussir à établir une société dans laquelle chacun pourra vivre sans oppression si on justifie des oppressions. Et dans les rangs de ceux et celles qui luttent, cela passe par refuser l'intolérance, et savoir dénoncer toutes les formes de discriminations. Ce n'est pas en opposant une oppression à une autre mais en luttant contre toutes les oppressions qu'on se rassemblera. On n'est pas réellement contre l'antisémitisme si on tolère la politique de l'Etat d'Israël contre le peuple palestinien. On n'est pas réellement pour la libération du peuple palestinien si on soutient ou reste neutre face à des organisations réactionnaires et dictatoriales comme le Hamas ou Daesh etc. On n'est pas contre le racisme ou l'extrême droite si on n'est pas contre la politique des impérialistes, notamment l'Etat français, en Afrique et ailleurs.

Nous défendons que, dans la lutte, tous et toutes puissent prendre leur place, et être ensemble contre le racisme, le sexisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, ou l'homophobie. Parce que la condition pour qu'enfin cesse l'exploitation c'est le renversement du capitalisme et son remplacement par une société socialiste, démocratique, dans laquelle les droits de tous et toutes, culturels, nationaux, religieux, philosophiques etc. seront respectés.

«Nous avons deux maux à combattre, le capitalisme et le racisme. Nous devons détruire à la fois le racisme et le capitalisme.»

Huey P. Newton,
Ministre de la défense du Black Panthers Party

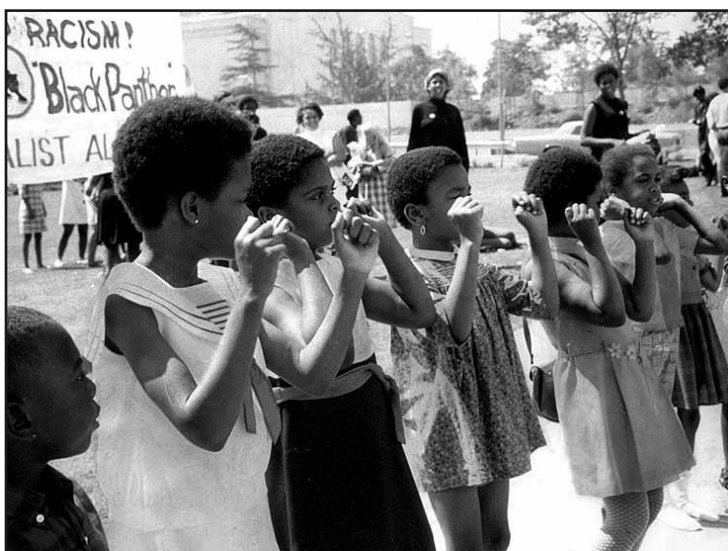
«Il faut se dire qu'il y a des gens qui disent qu'on combat le feu par le feu, mais nous disons qu'on combat mieux le feu avec l'eau.(...)»

Nous disons qu'on ne combat pas le racisme avec le racisme.

Nous allons combattre le racisme avec la solidarité. Nous ne combattons pas le capitalisme exploiteur avec du capitalisme noir. Nous combattons le capitalisme avec le socialisme basique.

Nous ne combattons pas l'impérialisme avec plus d'impérialisme. Nous combattons l'impérialisme avec l'internationalisme prolétarien.»

Bobby Seale, co-fondateur du BPP,
in *Seize the time*



Oakland, Californie, 1969.
Le Black Panthers Party a été l'expression révolutionnaire de la lutte pour les droits civiques, contre le racisme d'Etat et du KKK.

La lutte contre le racisme n'a de sens que si elle est révolutionnaire, que si elle a pour objectif que les millions d'exploités s'unissent et renversent le système d'exploitation.

La lutte contre l'extrême droite n'a de sens que si elle vise à supprimer les raisons pour lesquelles l'extrême droite prospère : le chômage de masse, la précarité, les logements dégradés...

Comme le disait Huey P. Newton, co-fondateur du Black Panthers Party : «Nous ne devons pas tomber dans les attitudes de type raciste, semblables à celles de racistes blancs face aux noirs et aux pauvres. Souvent, le plus pauvre des blancs est aussi le plus raciste parce qu'il a peur de perdre quelque chose ou de découvrir encore quelque chose qu'il n'a pas.»

En 1983, une poignée de jeunes habitants des Minguettes à Lyon, exaspérés par le harcèlement policier et le racisme ambiant (il y avait régulièrement des meurtres racistes), a décidé de riposter en effectuant, de Marseille à Paris, en passant par

La Gauche révolutionnaire est la section française du Comité pour une internationale ouvrière (CWI/CIO), présent dans plus de 40 pays sur tous les continents. Nous militons activement contre le racisme et l'extrême droite, pour le renversement du capitalisme et pour une société socialiste et démocratique, pour en finir avec la barbarie :

- En Grèce, notre organisation, Xekinima, lutte pour des comités de défense anti-fascistes de masse contre Aube Dorée.



Lyon, Strasbourg ou Lille, une grande «Marche pour l'Égalité». Partis à une 20^{aine}, la manifestation finale regroupa 100 000 personnes et la lutte contre le racisme devint une lutte de masse, changeant en partie les consciences. Les manifestants luttèrent tout autant contre le racisme, que contre les inégalités sociales. De même, les luttes des Sans Papiers, qui sont autant pour leur régularisation que contre le travail insalubre dont les patrons usent et abusent dans le bâtiment ou la restauration.

C'est avec ce type d'orientation que doit se continuer le combat contre l'extrême droite et le racisme. On doit s'opposer au FN sans concessions mais en comprenant bien qu'une partie de son discours est nourri par les politiques qui permettent qu'une poignée continue de s'enrichir à millions sur le dos et la sueur d'une grande majorité de la population.

L'heure est à s'organiser et à lutter ensemble. Notre lutte contre le FN est aussi une lutte contre le capitalisme et les politiques d'austérité du gouvernement. Ni Hollande, ni Sarkozy, ni Le Pen !

- En Suède, nos militants ont impulsé (entre autres) la vaste mobilisation antifasciste de décembre 2013 après l'attaque sur des immigrants à coups de couteau par des néo-nazis : plus de 20 000 manifestants se sont regroupés près de Stockholm !

Partout nous défendons que c'est par des mobilisations de masse que nous ferons reculer l'extrême droite qui ne réussit en fait qu'à recueillir un soutien électoral mais ne peut s'imposer dans la rue que si on la lui laisse.

Lisez L'Égalité,
journal de la Gauche révolutionnaire
abonnement, 5 numéros - 5 € (10 € en soutien) - chèques à l'ordre de
VJE ou auprès des militants
L'Égalité, centre 166, 82 rue Jeanne d'Arc 76 000 Rouen

Pour nous contacter ou nous rejoindre, écrivez à :
grcontact@hotmail.com